



2021.01399

P.P. CH-1951
Sion

Poste CH SA

Monsieur
Guy Parmelin
Président de la Confédération
Chef du Département fédéral
de l'économie, de la formation et
de la recherche
Palais fédéral est
3003 Berne



Notre réf. SCA/GD/nnr
Votre réf.

Date 21 avril 2021

Consultation sur le train d'ordonnances agricoles 2021

Monsieur le Président,

Le Canton du Valais vous remercie de l'avoir consulté sur les projets d'ordonnances agricoles 2021 et vous transmet sa prise de position y relative.

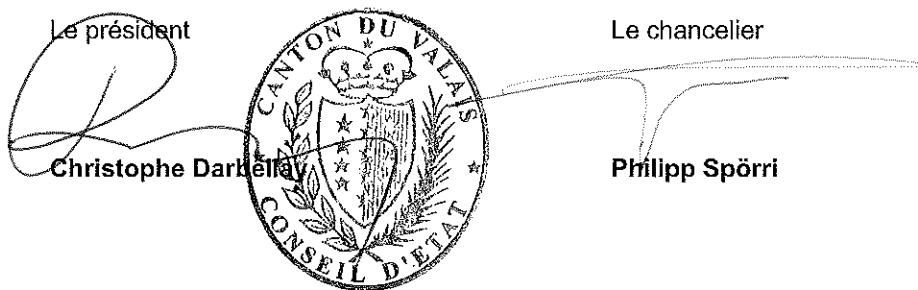
Nous saluons cette révision 2021 qui, dans l'ensemble, reste modeste quant à ses modifications et permet de donner une certaine stabilité à la politique agricole fédérale.

Les simplifications administratives doivent constituer un des objectifs prioritaires et les adaptations doivent être effectuées en conséquence.

Les éléments de détail figurent dans le formulaire annexé.

En restant à votre disposition pour tout complément utile, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'expression de notre considération distinguée.

Au nom du Conseil d'Etat



Annexe formulaire-réponse officiel
Copie à par courriel gever@blw.admin.ch



Vernehmlassung zum Agrarpaket 2021

Procédure de consultation sur le train d'ordonnances 2021

Procedura di consultazione sul pacchetto di ordinanze 2021

Organisation / Organizzazione	Etat du Valais Conseil d'Etat
Adresse / Indirizzo	Palais du Gouvernement Place de la Planta 1951 Sion
Datum, Unterschrift / Date et signature / Data e firma	29 mars 2021

Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme elektronisch an gever@blw.admin.ch.

Sie erleichtern uns die Auswertung, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme elektronisch als Word-Dokument zur Verfügung stellen. Vielen Dank.
Merci d'envoyer votre prise de position par courrier électronique à gever@blw.admin.ch. Un envoi en format Word par courrier électronique facilitera grandement notre travail. D'avance, merci beaucoup.

Vi invitiamo a inoltrare i vostri pareri all'indirizzo di posta elettronica gever@blw.admin.ch. Onde agevolare la valutazione dei pareri, vi invitiamo a trasmetterci elettronicamente i vostri commenti sotto forma di documento Word. Grazie.

Inhalt / Contenu / Indice

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali	3
BR 01 Verordnung über Gebühren des Bundesamtes für Landwirtschaft / Ordonnance relative aux émoluments perçus par l'Office fédéral de l'agriculture / Ordinanza sulle tasse UFAG (910.11).....	4
BR 02 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13).....	5
BR 03 Landwirtschaftsberatungsverordnung / Ordonnance sur la vulgarisation agricole / Ordinanza sulla consulenza agricola (915.1).....	11
BR 04 Agrareinführverordnung / Ordonnance sur les importations agricoles / Ordinanza sulle importazioni agricole (916.01).....	12
BR 05 Pflanzengesundheitsverordnung / Ordonnance sur la santé des végétaux / Ordinanza sulla salute dei vegetali (916.20).....	13
BR 06 Pflanzenschutzmittelverordnung / Ordonnance sur les produits phytosanitaires / Ordinanza sui prodotti fitosanitari (916.161).....	15
BR 07 Futtermittel-Verordnung / Ordonnance sur les aliments pour animaux / Ordinanza sugli alimenti per animali (916.307).....	18
BR 08 Tierzuchtverordnung / Ordonnance sur l'élevage / Ordinanza sull'allevamento di animali (916.310).....	19
BR 09 Schlachtviehverordnung / Ordonnance sur le bétail de boucherie / Ordinanza sul bestiame da macello (916.341).....	20
BR 10 Milchpreisstützungsverordnung / Ordonnance sur le soutien du prix du lait / Ordinanza sul sostegno del prezzo del latte (916.350.2).....	21
BR 11 Verordnung über die Identitas AG und die Tierverkehrsdatenbank / Ordonnance relative à Identitas SA et à la banque de données sur le trafic des animaux / Ordinanza concernante identitas AG e la banca dati sul traffico di animali	22
WBF 01 Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft / Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique / Ordinanza del DEFR sull'agricoltura biologica (910.181)	24

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali

Une partie des adaptations prévues dans le cadre de la politique agricole 2022+ pourraient être intégrées dans les ordonnances fédérales, déjà dans le train d'ordonnances 2021, sans adaptation de la loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (LAgf).

Il en va ainsi notamment de l'ordonnance fédérale sur les améliorations structurelles du 7 décembre 1998 (OAS), notamment les simplifications possibles pour les améliorations structurelles et, surtout, le soutien au capital plants.

BR 01 Verordnung über Gebühren des Bundesamtes für Landwirtschaft / Ordonnance relative aux émoluments perçus par l'Office fédéral de l'agriculture / Ordinanza sulle tasse UFAG (910.11)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 3a	Rajouter une lettre d : la mise en œuvre de normes sectorielles de production.	Aucun émolument ne doit être prélevé pour la mise en œuvre de normes de production telles que le standard sectoriel pour le lait durable suisse. La mise en œuvre de ces normes va dans le sens de la stratégie de la Confédération en matière de qualité.

BR 02 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

La simplification administrative devrait être évaluée dans une analyse coût/bénéfice avant toute modification de l'ordonnance sur les paiements directs.

Cette analyse est souvent absente des propositions de modification de l'OPD. Notre position ci-dessous tient compte aussi de cette dimension.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 13 al. 2bis	<p>Comme une disposition transitoire est prévue pour l'art. 13 al. 2bis OPD en ce qui concerne l'utilisation de rampes d'épandages à tuyaux flexibles, cette disposition devrait également être prévues pour l'annexe 2 ch. 552 Opair</p> <p>Les dispositions transitoires OPair accorderont en dérogation à l'art. 10 des délais d'assainissement de six à huit ans pour les installations visées à l'annexe 2 ch. 551 devant être assainies. En 2022, une disposition transitoire sera appliquée dans l'OPD selon laquelle aucune réduction des paiements directs ne sera d'emblée infligée en cas de manquement constaté. La modification de l'OPair ne prévoit toutefois aucune disposition transitoire pour l'annexe 2 ch. 552.</p>	<p>L'OPair sera en principe modifiée pour début 2022 compte tenu des dispositions de la modification du 12 février 2020 du Conseil fédéral (RO 2020 793). Parmi les modifications arrêtées, de nouvelles dispositions seront fixées à l'annexe 2 ch. 55. Le ch. 551 traitera de l'entreposage d'engrais de ferme liquides, le ch. 552 d'épandage d'engrais de ferme liquides. Les dispositions transitoires OPair accorderont en dérogation à l'art. 10 des délais d'assainissement de six à huit ans pour les installations visées à l'annexe 2 ch. 551 devant être assainies. En 2022, une disposition transitoire sera appliquée dans l'OPD selon laquelle aucune réduction des paiements directs ne sera d'emblée infligée en cas de manquement constaté. La modification de l'OPair ne prévoit toutefois aucune disposition transitoire pour l'annexe 2 ch. 552.</p>
Art. 35 al. 7	<p>Les surfaces aménagées en pépinières ... , de chanvre non cultivé pour l'utilisation des fibres et des graines ... ne donnent droit à aucune contribution.</p>	<p>Toutes les cultures de chanvre avec < 1% THC devraient bénéficier des paiements directs. Cette distinction crée une charge administrative supplémentaire pour l'exploitant et la communication, ainsi qu'une gestion des données disproportionnées alors que ces cultures de niche sont aussi très intéressantes.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 36 al. 2 let. a et al. 3	Données de base ovins caprins extraites de la BDTA dès 2023.	<p>Nous sommes en faveur de cette approche. Des outils doivent permettre une saisie simple de ces données dans la BDTA. Les données caprins et ovins issues de la BDTA doivent être intégrées au fichier d'échange disponible sur SIPA (atdFarmDataxml) en vue de leur importation dans les systèmes cantonaux.</p>
		<p>La modification correspond à une simplification administrative et les dates sont correctes.</p>
Art. 37 al. 1	Ajout des espèces ovines et caprines.	<p>Das ist in Ordnung; mit der Einführung der Meldung der Daten an die TVD für Schafe und Ziegen soll dies auch korrekt durchgeführt werden (Tierhalter sollen ihre Daten vollständig liefern); die zweijährige Übergangsfrist (TVD-Daten werden ja erst ab 2023 für Sömmерung genutzt) gibt den Tierhaltern ja auch die Möglichkeit, sich an das neue System anzupassen bzw. sich daran zu gewöhnen.</p>
Art. 41 al. 3bis à 3ter	Changement de la charge usuelle alpages ovins caprins suite à l'utilisation des catégories et coefficients UGB de la BDTA.	<p>Il faut éviter de mettre en place une procédure générant une charge en travail importante pour les cantons. Pourquoi ne pas utiliser les valeurs existantes dans l'OTerm et modifier les catégories et les valeurs dans la BDTA ?</p>
		<p>Eine Anpassung der GVE-Faktoren wurde von den Kleinviehzuchverbänden und den Schaf- und Ziegenhaltern seit langem gefordert. Da diese Anpassung nun erfolgen soll ist es nicht logisch, dass dies nur für die TVD, nicht aber für die Direktzahlungen gelten soll.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		<p>Referenzjahre</p> <p>Es müssten andere Referenzjahre verwendet werden bzw. müssen die Referenzjahre für eine Aussagekraft weiter in der Vergangenheit liegen analog der damaligen Anpassung bei den "anderen Kühen" oder bei der Einführung des Normalbesatzes im Jahr 2000. Als Referenzjahre sollen z.B. die Jahre 2017 bis 2019 genommen werden.</p> <p>Es ist nicht auszuschliessen, dass einzelne Alpen dann Probleme haben, wenn diese neuen Faktoren umgesetzt werden. Wie bei jeder Änderung gibt es Gewinner und Verlierer. Vorschlag: das Amt für Direktzahlung nimmt die Sömmierungszahlen von 2019 und 2020 und berechnet die Normalstösse mit den neu vorgesehenen GVE-Faktoren.</p> <p>D'accord sur le principe.</p> <p>Cette possibilité doit cependant être gérée par l'OFAG et ne doit pas générer un travail supplémentaire pour les cantons (adaptation des systèmes de gestion informatique des données agricoles, par exemple).</p> <p>La nouvelle proposition n'est pas adaptée au Valais. Par contre un assouplissement de l'article existant est le bienvenu.</p>
Art. 76a	<p>Paiements directs pour exploitations participant à des programmes de recherche sur le bien-être animal même si les exigences OPD ne sont pas remplies.</p> <p>Modification refusée.</p>	
Art. 108 al. 3	<p>Pour les réductions visées à l'art. 105, le canton prend en compte tous les marquages qui ont été constatés du 1er janvier au 31 décembre. Il peut appliquer les réductions aux éeurs de l'année de contributions suivante si les marquements ont été constatés après le 1er octobre.:</p>	

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
	<p>Maintenir l'article 108 al. 3 actuel, complété : Pour les réductions visées à l'art. 105, le canton prend en compte la situation constatée jusqu'au 31 août. Les réductions fondées sur une situation constatée ultérieurement sont peuvent être appliquées durant l'année en cours ou l'année suivante. Le canton peut fixer une date ultérieure pour les exploitations d'estivage et de pâturages communautaires.</p> <p>En Valais, des réductions ne peuvent être faites que sur des manquements issus de contrôles effectués jusqu'au 31 août pour les exploitations à l'année. Un report de cette date n'est pas possible si on veut assurer le versement principal début octobre. Des réductions sur le versement final nécessiterait souvent l'envoi d'une facture à l'exploitant pour remboursement; ce qui doit absolument être évité (le montant du versement final est inférieur à la réduction, souvent le cas dans les cultures spéciales). Les réductions suite à des contrôles effectués après le 31 août sont ainsi effectuées l'année suivante. Une modification de cette procédure n'est pas possible, le boulement comptable des paiements directs se faisant au 31 décembre de l'année civile.</p> <p>De plus avec la procédure particulière pour la protection des eaux (réductions uniquement si pas mis en conformité et suite à une décision exécutoire, il n'est pas possible de respecter ce délai du 1^{er} octobre. De la souplesse est nécessaire dans le délai pour effectuer une réduction.</p>	
Art. 11f	<p>En 2022 et 2023 les contributions ne sont pas réduites si manquement annexe 8 protection de l'air (stockage et épandage engrais liquides non conforme).</p> <p>Il est nécessaire d'avoir une période de transition plus longue permettant la mise en conformité des installations de stockage (y compris fournir des délais pour l'assainissement) et de l'épandage (utilisation de pendillards). Tous les agriculteurs, en particulier dans les régions de montagne, ne peuvent pas s'équiper aussi rapidement de pendillards. Le Service de l'agriculture du Valais recherche des solutions groupées par région. Nous nécessitons ainsi de plus de temps pour cette mise en œuvre.</p>	

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Anhang Ziff. 3 und 4 OTerm Faktor je Tier 3. Schafe 3.1 Schafe gemolken 0,25 3.2 Andere Schafe über 365 Tage alt 0,17 3.3 Jungschafe über 180 bis 365 Tage alt 0,06 3.4 Lämmer bis 180 Tage alt 0,03 4. Ziegen 4.1 Ziegen gemolken 0,20 4.2 Andere Ziegen über 365 Tage alt 0,17 4.3 Jungziegen über 180 Tage bis 365 Tage alt 0,06 4.4 Zicklein bis 180 Tage alt 0,03		Siehe Bemerkungen Art.41 (oben).
Die Anhänge 4, 6 und 8 werden gemäss Beilage geändert. 1 Diese Verordnung tritt unter Vorbehalt von Absatz 2 am 1. Januar 2022 in Kraft. 2 Die Artikel 36 Absätze 2 und 3, 37 Absatz 1, 41 Absätze 3bis – 3ter und die Ziffer II treten am 1. Januar 2023 / 2024 in Kraft.		Grundsätzlich befürworte ich eine Anpassung der GVE-Faktoren bzw. GVE-Faktoren für Lämmer und Gizzi, weil dann die Realität korrekter abgebildet wird. Vorteil für den Tierhalter: höhere RAUS-Beiträge, höhere BTS-Beiträge (gilt nur für Ziegen), höhere Alpungsbeiträge; ev. Problem für Tierhalter: Dünger-/Nährstoffbilanz auf Betrieb (falls hoher Tierbesatz pro Fläche), ev. Vorteil für Sommerungsbetriebe: erreicht leichter die 75% des Normalbesatzes (Auswirkung auf Sommerungsbeträge), ev. Problem mit Normalbesatz (über 110 %).
Annexe 4 A ch 12.1.5 let. a, b et c (SPB) Distances minimales entre les arbres fruitiers haute-tige; entre les arbres et la haie de forêt; les haies; bosquets champêtres.... pour les arbres plantés dès 2022 Garder la version actuelle de ce chapitre. L'autre solution serait de demander aux agriculteurs de géoréférer tous les arbres lors de nouvelles plantations. Cette tâche serait totalement disproportionnée par rapport au risque de non-conformité de ce point.		La modification est contraire au principe de simplification car implique un travail conséquent lors du contrôle. De plus, il sera nécessaire, d'ici quelques années de connaître l'année de plantation de l'arbre. Cette donnée n'est actuellement pas disponible et sera une information supplémentaire que le contrôleur devra avoir. Devient totalement ingérable.
Annexe 4 A ch. 12.1.9 et 12.1.10 Lutte contre organismes quarantaine conforme à l'ordonnance santé végétaux pour arbres fruitiers haute-tige.		Nous soutenons cette modification.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Annexe 4 A ch. 12.1.11	Les arbres contaminés par <i>Erwinia amylovora</i> (feu bactérien) ou par le Plum Pox Virus (Sharka) ne sont pas imputables et ne donnent pas droit à des contributions.	Nous ne sommes pas opposés à ce nouveau chapitre. Cependant, sa mise en œuvre ne doit pas entraîner une charge administrative supplémentaire ni nécessiter la récolte de nouvelles données soit dans la base de données a-control ou dans le système d'information agricole (SAP-Paiements directs du Valais). Cette nouvelle exigence doit être contrôlée dans le cadre de PER dans les rythmes usuels et ne doit pas faire l'objet de contrôles spécifiques.
Annexe 7 A ch. 7.7 let c	Accès à l'ACE facultative pour jeune volaille.	Nous sommes d'accord avec cette précision.
Annexe 8 ch. 2.2.1, 2.3.1 et 2.9.2	Les points attribués en cas de manquement, les montants forfaitaires et les montants par unité sont doublés pour le premier cas de récidive et quadruplés à partir du deuxième cas de récidive.	Nous sommes favorables que les manquements ayant des réductions forfaitaires et les montants par unité soient à la même enseigne que les autres manquements en cas de récidive.
Annexe 8 ch. 2.3a.1	Réduction protection de l'air.	Pas de commentaire, sauf voir art. 115f ci-dessus.

BR 03 Landwirtschaftsberatungsverordnung / Ordonnance sur la vulgarisation agricole / Ordinanza sulla consulenza agricola (915.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

BR 04 Agrareinführverordnung / Ordonnance sur les importations agricoles / Ordinanza sulle importazioni agricole (916.01)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Les changements proposés entraîneront une plus forte concurrence entre les denrées indigènes et les importations et une pression accrue sur les prix. La taille minimum de 25kg des emballages pour le beurre importé doit continuer de s'appliquer.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 35 Abs. 4	4 Das Teilstollkontingent Nr. 07.4 von 100 Tonnen wird versteigert. Butter im Rahmen des Teilstollkontingents Nr. 07.4 darf nur in Grossgebinden von mindestens 40 25 Kilogramm eingeführt werden.	La taille minimum de 25 kg des emballages pour le beurre importé doit continuer de s'appliquer. Le marché du beurre est très sensible. Les modifications proposées auraient pour effet de faciliter l'importation et mettrait le prix du beurre, et indirectement le prix du lait, sous pression. Le canton rejette la possibilité d'importer du beurre en plus petits emballages, qui assouplirait encore la protection à la frontière.

BR 05 Pflanzengesundheitsverordnung / Ordinance sur la santé des végétaux / Ordinanza sulla salute dei vegetali (916.20)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

La notion d'organisme de quarantaine est trop restrictive et certains organismes ne répondant pas à cette définition nécessitent également une lutte coordonnée.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 2 let. g ^{bis}	<p>zone infestée : zone dans laquelle la dissémination d'un organisme de quarantaine, ou d'un organisme nuisible posant problème mais ne remplaissant pas les exigences pour être défini comme organisme de quarantaine et nécessitant tout de même une coordination au plan national pour être efficace, est si avancée que son éradication n'y est plus possible;</p>	<p>Une base pour la réglementation d'organismes nuisibles posant problème (y compris mauvaises herbes – p. ex. soucheut comestible), qui ne remplissent pas les exigences susmentionnées, mais qui nécessitent une coordination au plan national pour une lutte efficace est nécessaire. Ces organismes nuisibles, bien que ne tombant pas dans la catégorie des organismes de quarantaine, présentent également une menace et doivent faire l'objet d'une lutte coordonnée afin d'éviter leur dissémination.</p>
Art. 16 al. 3	<p>S'il existe un risque particulièrement élevé de dissémination de l'organisme au sens de l'art. 2 let. g^{bis} de-quarantaine en dehors de la zone infestée, l'office fédéral compétent peut ordonner des mesures contre le risque de dissémination. Il peut notamment délimiter, autour d'une zone infestée, une zone tampon dans laquelle des mesures doivent être prises contre le risque de dissémination. L'étendue de la zone tampon est fixée en fonction du risque de dissémination de l'organisme de-quarantaine concerné en dehors de la zone infestée.</p>	<p>Voir ci-dessus.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 16 al. 3bis	L'office fédéral compétent consulte les services compétents des cantons concernés avant la délimitation d'une zone tampon. Il fixe les mesures qui doivent être prises dans la zone tampon contre le risque de dissémination de l'organisme de-quarantaine concerné.	Voir ci-dessus.
Art. 39 al. 4	Le DEFER et le DETEC peuvent exempter certaines marchandises du passeport phytosanitaire obligatoire si l'expérience montre que le risque phytosanitaire qu'elles présentent est faible, aux conditions suivantes: a.— Elles sont envoyées par des particuliers dans l'UE par la poste ou par un service de courrier, et b.— Elles ne sont pas utilisées en Suisse à des fins professionnelles ou commerciales.	Nous refusons cet allégement à l'obligation du passeport phytosanitaire car la lutte contre l'arrivée de néophytes ou de nouvelles maladies ou ravageurs nécessite une vigilance optimale.

BR 06 Pflanzenschutzmittelverordnung / Ordonnance sur les produits phytosanitaires / Ordinanza sui prodotti fitosanitari (916.161)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Die dem Vorschlag zur Anpassung der PSMV zu Grunde liegende Absicht, die Bestimmungen über Einfuhr und Verwendung kohärenter zu gestalten begrüssen wir. Zur besseren Verständlichkeit schlagen wir dazu eine klarere Formulierung vor.

Gleichzeitig erlauben wir uns, weitere Anliegen aus der Praxis der Marktüberwachung für die Anpassung der PSMV erneut aufzunehmen, die wir aufgrund von Feststellungen im Rahmen des Vollzugs Chemikalienrecht als besonders notwendig und zweckmäßig erachten.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 77 Abs. 6	<p>Wir begrüssen die Absicht, neben der Einfuhr von Pflanzenschutzmitteln zu Berufs- oder Handelszwecken auch Importe von Privatpersonen dem Einfuhrverbot für nicht zugelassene Pflanzenschutzmittel zu unterstellen.</p>	<p>Im Rahmen der allgemeinen Bestrebungen zur Reduktion der Belastungen durch Pflanzenschutzmittel ist es wichtig, dafür zu sorgen, dass auch von Privatpersonen keine problematischen, nicht zugelassenen Produkte eingeführt werden.</p> <p>Allerdings sollte für diese klare Rechtsgrundlage eine ausdrückliche Vollzugskompetenz für die Zollbehörden festgelegt werden..</p>
Art. 61 Abs. 2	<p>Neuformulierung des zweiten Satzes: «Es dürfen nur zugelassene Mittel zu den bewilligten Zwecken verwendet werden.»</p> <p>Eventualantrag:</p> <p>Ergänzung von Art. 14: ¹ Ein Pflanzenschutzmittel darf nur in Verkehr gebracht und verwendet werden, wenn es nach dieser Verordnung zugelassen wurde.</p>	<p>Diese bisherige Formulierung «Sie dürfen nur zu Zwecken verwendet werden, für die sie zugelassen wurden» impliziert wohl, dass nur zugelassene Mittel verwendet werden dürfen.</p> <p>Dieser Grundsatz sollte zur eindeutigen Verständlichkeit jedoch, wie in anderen ähnlichen Verordnungen, explizit formuliert werden.</p> <p>Eventualantrag:</p> <p>Diese Formulierung entspricht jener nach Art. 3 der Biozidproduktverordnung (VBP, SR 813.12).</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Neuer Art. 31a	Frist bei Änderungen Wird eine Zulassung geändert, legt die Zulassungsstelle Fristen nach Art. 31 Abs. 1 und 2 fest.	Artikel 31 PSMV regelt die Fristen für den Abverkauf von Pflanzenschutzmitteln nach dem Widerruf von Bewilligungen. Auch für den Fall anderer Änderungen an Bewilligungen von Pflanzenschutzmitteln soll der Abverkauf von Produkten nach der alten Bewilligung geregelt werden. Eine klare Regelung ist im Interesse der Inverkehrbringer und der Marktüberwachung. Eine entsprechende Regelung gilt bereits für Biozidprodukte (Art. 26a VBP).
Art. 43 Abs. 3	Ergänzung Absatz 3: ³ [Sie verfällt mit dem Erlöschen der Bewilligung oder dem Rückzug des Einverständnisses der Bewilligungsinhaberin. Die Bewilligungsinhaberin muss die Zulassungsstelle über den Rückzug des Einverständnisses informieren.] Bei Widerruf eines Pflanzenschutzmittels teilt die Zulassungsstelle der Inhaberin der verfallenen Verkaufserlaubnis die rechtskräftigen Fristen für das gewählte Inverkehrbringen von Lagerbeständen nach Art. 31 sowie für die längste Verwendungsmöglichkeit nach Art. 69 mit.	Die Ergänzung präzisiert, welche Fristen für den Abverkauf und die längste Verwendung von Pflanzenschutzmittel mit einer Verkaufserlaubnis beim Widerruf des Referenzproduktes gelten sollen. Mit dieser Ergänzung wird die bisherige Praxis in der Verordnung ausdrücklich festgehalten. Sie bringt damit für die Inhaberinnen einer Verkaufserlaubnis Rechtssicherheit und Klarheit bezüglich dieser Fristen in der ganzen Lieferkette von Pflanzenschutzmitteln, was insbesondere bei Beschwerden gegen den Widerruf eines Referenzproduktes wichtig ist.
Art. 78	Neuer Titel: Überwachung der Einfuhr Änderung Art. 78, neuer Absatz 1: ¹ Die Zollstellen überwachen die Einfuhrbestimmungen dieser Verordnung. Sie kontrollieren auf Ersuchen der Zulassungsstelle oder bei Verdacht auf eine Widerhandlung, ob die Bestimmungen nach Art. 77 Abs. 6 eingehalten werden.	Unter bisherigem Recht ist die Einfuhr von Pflanzenschutzmitteln durch berufliche oder private Anwenderinnen und Anwender nur bedingt geregelt. Die Zuständigkeit für die Überwachung und Kontrolle der neuen Einfuhrbestimmungen (Art. 77 Abs. 6) muss deshalb zugewiesen werden. Im Chemikalienrecht sind die Überwachung der Ein- und Ausfuhr den Zollstellen zugewiesen (Art. 83 ChemV). Es macht deshalb Sinn, diese Aufgabe für die Pflanzenschutzmittel ebenfalls den Zollstellen zuzuweisen.

Artikel, Ziffer (Anhang)	Antrag	Begründung / Bemerkung
Article, chiffre (annexe)	Proposition	Justification / Remarques
Articolo, numero (allegato)	Richiesta	Motivazione / Osservazioni
Art. 80	ergänzende Bestimmung zu Art. 80:	Die neu eingeführten Maximalgehalte an Verunreinigungen in Pflanzenschutzmitteln sind im Rahmen der Marktüberwachung zu überprüfen. Solche Kontrollen von Pfanzenschutzmitteln verursachen Kosten für die Vollzugsbehörden von Bund und Kantonen. Teilweise sind dafür spezielle Analyseverfahren erforderlich, welche nur spezialisierten Labors zur Verfügung stehen (z. B. Wirkstoff-Screening). Solche Kontrollen sind erforderlich, um fehlerhafte oder verunreinigte Pflanzenschutzmittel erkennen zu können. Zur Finanzierung der Überprüfungen von Pflanzenschutzmitteln auf Basis des Verursacherprinzips wird deshalb eine Regelung analog zur Düngerverordnung (Art. 29 Abs. 5 DüV) vorgeschlagen.
Art. 81 Abs. 1	ergänzender Hinweis zu Art. 81 Abs. 1: Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über die grenzüberschreitende Verbringung gefährlicher Abfälle und ihrer Entsorgung (Basler Übereinkommen, SR 0.814.05)	Nach Artikel 81 kann die zuständige Behörde im Fall nichtkonformer Pflanzenschutzmittel die Ware zum Verkauf sperren, beschlagnahmen oder die Importeurin dazu anhalten, die Ware wieder zu exportieren.

BR 07 Futtermittel-Verordnung / Ordonnance sur les aliments pour animaux / Ordinanza sugli alimenti per animali (916.307)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

BR 08 Tierzuchtverordnung / Ordonnance sur l'élevage / Ordinanza sull'allevamento di animali (916.310)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Pas de remarque à ce stade.

Le canton du Valais souhaite toutefois voir ancré au plus vite le principe d'un soutien spécifique pour les races autochtones suisses. Il se tient évidemment à disposition de l'OFAG pour toutes les informations, discussions et propositions qui permettront de faire avancer ce dossier.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 23 al. 1 let. c (nouveau)	Compléter cet article avec une prime à la conservation par UGB pour les races autochtones, laquelle ne doit pas être limitée dans le temps.	Cette prime doit être suffisamment attrayante pour contribuer de manière significative au maintien des races autochtones. Le plafond financier mentionné dans cet article doit être adapté en conséquence.

BR 09 Schlachtviehverordnung / Ordonnance sur le bétail de boucherie / Ordinanza sul bestiame da macello (916.341)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Alors que le mode de transport est utilisé comme argument pour prolonger la période d'importation, il n'entre ensuite pas dans les conditions d'autorisation. Ceci montre bien que le souci écologique n'entre pas en ligne de compte et qu'il s'agit purement d'une volonté d'affaiblir la protection douanière.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 16 al. 3 let. a	a. Pour la viande des animaux de l'espèce bovine, pour la viande de porc en demi-carcasses, ainsi que pour les morceaux parés de la cuisse de bœuf, salés et assaisonnés : quatre semaines ;	Voir remarques générales.
Art. 16 al. 3 let. b	b. Pour la viande des animaux des espèces ovine, caprine et chevaline, pour les morceaux parés de la cuisse-de-bœuf, salés et épices, pour la viande de pêre-en-demi-carcasses, pour la viande de volaille, y compris la volaille en conserve, ainsi que pour les abats de volaille et des animaux des espèces bovine, porcine, chevaline, ovine et caprine : le trimestre ;	Il n'y a pas de raison d'ajouter encore cette souplesse pour certaines catégories de viande.

BR 10 Milchpreissstützungsverordnung / Ordonnance sur le soutien du prix du lait / Ordinanza sul sostegno del prezzo del latte (916.350.2)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Le montant de 15 centimes par kilo de lait (moins le montant du supplément pour le lait commercialisé) du supplément pour le lait transformé en fromage est ancré dans la loi sur l'agriculture. Une adaptation du montant est inopportune vu l'évolution des quantités avec des exportations légèrement en hausse et une explosion des importations et ne ferait qu'affaiblir tout le secteur fromager.

Si l'on souhaite relever le supplément pour le lait commercialisé, il faut impérativement augmenter les moyens prévus à cet effet. Cela ne doit en aucun cas se faire au détriment du supplément pour le lait transformé en fromage. Un réaménagement des suppléments constitue une discrimination à l'encontre du segment libéralisé du marché du lait et provoque, de plus, une distorsion de la concurrence en faveur du segment protégé.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 1c Abs. 1	1 Die Zulage für verkäste Kuh-, Schaf- und Ziegenmilch beträgt 44 15 Rappen pro Kilogramm Milch abzüglich des Betrags der Zulage für Verkehrs米尔ch nach Artikel 2a.	Änderung ablehnen.
Art. 2a Abs. 1	1 Für Verkehrs米尔ch, die von Kühen stammt, richtet das BLW den Milchproduzenten und Milchproduzentinnen eine Zulage von 5 Rappen je Kilogramm aus.	Erhöhung OK, wenn das Budget für die Milchpreissstützung insgesamt erhöht wird und die Verkästungszulage nicht zugunsten dieser Erhöhung reduziert werden muss.

BR 11 Verordnung über die Identitas AG und die Tierverkehrsdatenbank / Ordonnance relative à Identitas SA et à la banque de données sur le trafic des animaux / Ordinanza concernante Identitas AG e la banca dati sul traffico di animali

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Les services vétérinaires cantonaux souhaitent depuis un certain temps déjà une uniformisation des exigences en matière de contrôle des mouvements d'animaux pour toutes les espèces animales, afin de favoriser leur mise en œuvre et de pouvoir rendre l'exécution plus efficace. Il est regrettable que le projet d'ordonnance révisée n'aille pas dans ce sens et ne contribue ainsi pas au but premier du contrôle du trafic des animaux qui est la prévention et la lutte contre les épizooties.

La plupart des dispositions ont été restucturées, mais leur contenu est souvent inchangé. Les dispositions individuelles doivent être adaptées en fonction des explications détaillées.

Nous déplorons également que dans le cas d'équidés séquestrés pour des raisons de protection des animaux, leur nouveau lieu de séjour puisse être retracé par l'ancien propriétaire, car il connaît le numéro UELN des animaux concernés. Ce problème doit absolument être résolu pour des raisons de sécurité. Identitas AG a jusqu'à présent refusé de fournir aux services vétérinaires cantonaux un nouveau numéro pour les équidés devenus propriété du canton ou de proposer une solution équivalente en cas de demande justifiée. Cela est par exemple possible pour les chiens (register AMICUS), mais malheureusement pas de manière analogue pour les équidés.

En outre, les besoins des autorités de contrôle n'ont pas été suffisamment pris en compte lors de la création de E-Transit et il faut maintenant y remédier. Les dispositions légales nécessaires doivent être introduites à cet effet.

Enfin, il convient de souligner que la banque de données de la BDTA est de plus en plus utilisée à des fins qui ne sont pas celles de son objectif initial de lutte contre les maladies animales. Cela rend plus difficile et moins efficace la tâche des services vétérinaires cantonaux dans la lutte contre les maladies animales.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 25 al. 4 (nouveau)	Sur demande de l'instance spécialisée conformément à l'art. 33 de la loi sur la protection des animaux (LPA; RS 455), Identitas AG attribue un nouveau numéro UELN aux équidés dont la propriété a été transférée à l'instance spécialisée dans le cadre d'une procédure administrative, pour autant qu'il existe des raisons importantes de le faire.	Il est nécessaire de fournir la base juridique permettant de modifier le numéro UELN de ces équidés à la demande des autorités vétérinaires. Les raisons importantes sont, par exemple, la sécurité des équidés et des nouveaux détenteurs et propriétaires.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 51 al. 2	Adapter la formulation de manière à ce qu'il soit clairement réglementé qui peut ajouter quelle information et quand un nouveau document d'accompagnement doit être émis dans E-Transit.	Le document d'accompagnement est actuellement aussi utilisé à d'autres fins que pour les informations requises par l'art. 12 de l'ordonnance sur les épizooties (OFE; RS 916.401). Les informations selon l'art. 12 OFE ne peuvent pas être complétées par les transporteurs, les entreprises de commerce d'animaux, ni par les abattoirs, car selon l'art. 12 OFE elles relèvent de la seule responsabilité du détenteur d'animaux qui les remet. Il s'agit de la possibilité d'ajouter des informations supplémentaires telles que les temps de transport et d'autres détails. L'alinéa 2 doit être formulé clairement et conformément aux dispositions de l'ordonnance sur les épizooties, de l'ordonnance sur la protection des animaux et de l'ordonnance sur l'abattage et le contrôle des viandes (OabCV; RS 817.190).
Art. 51 al. 3	Adapter la formulation de manière à ce qu'il soit clair quels compléments peuvent être apportés par les autorités vétérinaires cantonales.	Il ne suffit pas que les autorités cantonales compétentes puissent consulter et utiliser les documents d'accompagnement électroniques. Les autorités chargées de l'application de la législation relative à la santé animale, à la protection des animaux, à l'agriculture et aux denrées alimentaires doivent pouvoir effectuer des modifications et compléments ; le système e-transit doit donc être programmé en conséquence.
Art. 58	Modifier, si nécessaire, le libellé de l'annexe 2, point 1, afin qu'il soit clair que les autorités chargées de l'exécution ne doivent payer des émoluments que pour la fourniture de marques auriculaires.	La formulation proposée conduit à la conclusion erronée que les autorités vétérinaires cantonales - par exemple en cas de correction de notifications erronées à la suite de contrôles - doivent s'acquitter d'émoluments. L'art. 45b de la loi sur les épizooties (LFE; RS 916.40) ne règle pas de manière définitive qui est tenu de payer des émoluments en plus des détenteurs d'animaux. A l'exception de la fourniture de marques auriculaires, la BDTA doit être gratuite pour les autorités cantonales.

**WBF 01 Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft / Ordonnance du DEF R sur l'agriculture biologique / Ordinanza del DEF R
sull'agricoltura biologica (910.181)**

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Vorliegend geht es dem VKCS um eine Angleichung dieser Verordnung an die Vorgaben des EU-Rechts. Um Unklarheiten bei der Umsetzung dieser Verordnung zu vermeiden, ist es nötig, dass in diesen Anhängen enthaltene Begriffe kongruent mit denjenigen im Lebensmittelrecht sind.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 4a ^{bis} in Verbindung mit Anhang 5 und 6	Es wird beantragt, die Aquakulturen in dieser Verordnung ebenfalls zu regeln und die entsprechenden EU-Vorschriften zu übernehmen.	Die Anforderungen an Bio-Aquakulturen sind in der Schweiz, im Gegensatz zur EU, bis dato gesetzlich nicht geregelt. Es existieren lediglich private Richtlinien der Bio Suisse (Dachverband der Schweizer Bio-Produzenten). In der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 bzw. der Verordnung (EU) Nr. 2018/848 (ab 1.1.2022) sind die allgemeinen Anforderungen an die Produktion von Tieren in Bio-Aquakultur festgelegt. Die Durchführungsvorschriften werden in der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 seit 2009 erfasst (siehe EG-Verordnung Nr. 710/2009 zur Aquakultur).
Anhang 1 Zugelassene Pflanzenschutzmittel und Verwendungsvorschriften	In Analogie zur EU-Liste (Anhang II EG 889/2008) sei Bienenwachs weiterhin in Anhang 1 aufzuführen.	Mit der Argumentation, Bienenwachs falle nicht unter die Pflanzenschutzmittelverordnung und könne auch ohne Liste weiterverwendet werden, soll es nicht mehr auf dieser Liste aufgeführt werden. Auch bei weiteren Stoffen dieser Liste wie Kieselgur oder Kohlendioxid handelt es sich nicht um Stoffe, die unter die Pflanzenschutzmittelverordnung fallen. Entsprechend wären auch diese Stoffe von der Liste zu streichen. Soweit möglich ist Anhang 1 dieser Verordnung mit Anhang II EG 889/2008 abzugleichen. Im EU-Anhang wird Bienenwachs aufgeführt. Analog dazu soll diese Substanz auch in Anhang 1 der VO des WBF über die biologische Landwirtschaft (mit der Einschränkung "Nur als Wundverschlussmittel" aufgeführt werden.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Anhang 3, Teil A: Zulässige Lebensmittelzusatzstoffe	Ergänzen, dass auch der Zusatzstoff Pektin E 440 nur noch aus biologischer Produktion stammen darf.	Es wird begrüßt, dass die Zusatzstoffe Lecithin, Johannibrotkernmehl, Guarkeermehl, Tarakeermehl, Gellan, Glycerin und Carnaubawachs neu nur noch aus biologischer Produktion stammen dürfen. Dies sollte ebenfalls für den Zusatzstoff Pektin E 440 gelten. Pektin wird gemäß Anhang 3 zu den Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs gerechnet. Pektin ist seit
Anhang 3, Teil C: Nicht biologische Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs	Begriffskorrektur des Titels der ersten Spalte. Vorschlag: "Zutat"	Längerem auch in Bio-Qualität erhältlich. Neu soll Teil C als Tabelle aufgeführt werden. In der ersten Spalte kann der Titel "Bezeichnung" missverstanden werden. Es geht hier nicht um die Kennzeichnung der Zutat.
Titel der ersten Spalte		Es wäre sinnvoller und verständlicher, den Titel in der ersten Spalte als "Zutat" anzugeben, analog dem Tabellentitel "nicht biologische Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs".
Anhang 3, Teil C: Nicht biologische Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs	Begriffskorrektur des Titels der zweiten Spalte. Vorschlag: "Besondere Bedingungen" oder	Neu soll Teil C als Tabelle aufgeführt werden. Der Titel "Anwendungsbedingungen für die Aufbereitung von Lebensmitteln" in der zweiten Spalte ist nicht korrekt. In dieser Spalte werden v.a. die Anforderungen zu den Rohstoffen aufgeführt (Gewinnung) und weniger die Anwendungsbedingungen für die Aufbereitung von Lebensmitteln. Es ist deshalb ein zutreffenderer bzw.
Titel der zweiten Spalte inkl. Allgemeines	"Besondere Bedingungen und Einschränkungen" analog des Spaltentitels in der Verordnung (EG) Nr. 889/2008 (Anhang VIII, Abschnitte A bis C)	allgemeinerer Titel zu wählen, der auch die Rohstoffanforderungen umfasst. Insgesamt geht bei den Ausführungen unter Spalte zwei nicht immer klar hervor, ob sich diese auf die Gewinnung oder die Anwendung der Zutat beziehen. Eine Präzisierung bzw. Ergänzung würde zur besseren Verständlichkeit beitragen.
Werden die Ausführungen in einer Spalte belassen, so sollte durch eine Präzisierung jeweils klarer hervorgehen, worauf sich die Angabe bezieht (Gewinnung oder Anwendung). Vorschlag:	"Anwendung nur in..." bzw. "Gewinnung aus..."	Eine andere Möglichkeit wäre, die Angaben zu den Rohstoffanforderungen und den Anwendungsbedingungen in zwei separaten Spalten aufzuführen.
Angaben zur Rohstoffgewinnung und den Anwendungsbedingungen in zwei separaten Spalten aufführen und entsprechend dazu passende Titel wählen.		

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Anhang 3, Teil C: Nicht biologische Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs	<p>Rinde von <i>Handroanthus impetiginosus</i> ("Lapacho")</p> <p>Den Einsatzbereich anpassen. Wie: "nur bei Kräutertee"</p> <p><u>Natur- und Kunstdärme</u></p> <p>Wenn sich die Angabe in der zweiten Spalte nur auf Kunstdärme bezieht, sollte dies entsprechend so ergänzt werden. Wie:</p> <p>"Kunstdärme aus... gewonnen".</p> <p><u>Gelatine</u></p> <p>Präzisierung / Ergänzung der Bedingung für Gelatine: "aus anderen Tierarten als Schwein gewonnen".</p> <p><u>Fische und andere Wassertiere aus Wildfang</u></p> <p>Die Angaben dieses Abschnittes überprüfen, evtl. weglassen oder klarer ausführen.</p> <p>Inhalt sollte mit der EU-Verordnung übereinstimmen.</p>	<p>Was ist dazu in der EU-Verordnung vorgesehen?</p> <p>Rinde von <i>Handroanthus impetiginosus</i> ("Lapacho")</p> <p>Betreffend Anwendung steht "nur in Kombucha und Teemischungen".</p> <p>Die Bezeichnung "Tee" umfasst nur Blätter des Teestrauches <i>Camellia sinensis</i> L. (Art. 58 Verordnung über Getränke). Folglich sollte der Begriff "Teemischungen" hier nicht verwendet werden. Lapacho kann bei Kräutertee eingesetzt werden (Art. 58 und 59 Verordnung über Getränke). Die Angabe sollte deshalb in diesem Sinne angepasst werden.</p> <p><u>Natur- und Kunstdärme</u></p> <p>Zu Natur- und Kunstdärmen steht "aus natürlichen Rohstoffen tierischen oder pflanzlichen Ursprungs". Von der Logik her bezieht sich diese Angabe nur auf die Kunstdärme. Dies sollte zur besseren Verständlichkeit präzisiert werden. Was meint man mit "natürlichem Rohstoff"?</p> <p><u>Gelatine</u></p> <p>Zu Gelatine wird "aus anderen Quellen als Schwein" angegeben.</p> <p>Gemäß Art. 11 der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft (VLtH) handelt es sich bei Gelatine um ein tierisches Erzeugnis. Dies kommt mit dem Begriff "andere Quellen" zu wenig klar zum Ausdruck.</p> <p><u>Fische und andere Wassertiere aus Wildfang</u></p> <p>Dazu steht u.a. "nur, wenn aus der biologischen Aquakultur gemäß anerkannten internationalen Standards nicht verfügbar".</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		<p>Was bedeutet dies? Es ist unklar, wie die Handhabung dazu erfolgen soll.</p> <p>In der Schweiz gibt es nach wie vor keine Anforderungen zu Bio-Aquakulturen. Solche sollten analog der EU festgelegt werden (siehe auch Angaben unter Art 4a^{bis} in Verbindung mit den Anhängen 5 und 6).</p> <p>Wenn Fische und andere Wassertiere aus der biologischen Aquakultur nicht verfügbar sind, so kann im Prinzip nach Art. 16k Abs. 3 Bio-Verordnung vorgegangen werden. Das BLW kann eine Verwendung auf Gesuch hin zeitlich und mengenmässig beschränkt bewilligen. Von daher würde sich der Abschnitt erbringen.</p>

